

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947**

122 (21.11.1947)

# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires  
Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,  
Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,  
Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement: 25 numéros, 10 Marks.  
Annonces légales: 90 pfg la ligne

Abonnement: 25 Blätter: 10 M.  
Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

## SOMMAIRE

Pages

Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne.	
Ordonnance No 132 en date du 16 Novembre 1947 relative à la fixation des tarifs des Postes, Télégraphes et Téléphones dans le Territoire de la Sarre . . .	1243
Ordonnance No 133 en date du 17 Novembre 1947, relative à la dénazification . . .	1244
Ordonnance No 134 en date du 20 Novembre 1947, portant création de Tribunaux des Indemnités . . .	1247
Arrêté No 256 de l'Administrateur Général en date du 20 Novembre 1947 relatif à la procédure devant les Tribunaux locaux des Indemnités . . .	1248
Avis . . . . .	1250
Annonces Légales . . . . .	1251

## INHALT

Seite

Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne.	
VERORDNUNG Nr. 132 vom 16. November 1947 betreffend die Festsetzung der Post-, Telegraphen- und Telefongebühren im Saarland . . . . .	1243
VERORDNUNG Nr. 133 vom 17. November 1947 über die Entnazifizierung . . . . .	1244
VERORDNUNG Nr. 134 vom 20. November 1947 über die Bildung von Entschädigungsgerichten . . . . .	1247
VERFUGUNG Nr. 256 des Administrateur Général über das Verfahren vor den örtlichen Entschädigungsgerichten . . . . .	1248
BEKANNTMACHUNG . . . . .	1250
AMTLICHE BEKANNTMACHUNGEN . . . . .	1251

## ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

### ORDONNANCE No 132

relative à la fixation des tarifs des Postes Télégraphes et Téléphones dans le Territoire de la Sarre.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Sur la proposition de l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

ORDONNE :

ART. 1er. — Le Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire de la Sarre, est habilité à fixer les tarifs des Postes, Télégraphes, et Téléphones, applicables au Territoire de la Sarre, en raison de l'introduction du franc en Sarre.

## VERORDNUNGEN

### VERORDNUNG Nr. 132

betreffend die Festsetzung der Post-, Telegraphen- und Telefongebühren im Saarland.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

auf Vorschlag des Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

folgende

VERORDNUNG:

Artikel 1. Der Délégué Supérieur Gouverneur de la Sarre wird ermächtigt, die für das Saarland gültigen Post-, Telegraphen- und Fernsprechggebühren mit Rücksicht auf die Einführung des Franc im Saarland festzusetzen.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires à celles de l'article précédent cessent d'avoir effet dans le Territoire de la Sarre à dater du Jour de l'introduction du franc dans ce territoire.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans le Territoire de la Sarre.

BADEN-BADEN, le 16 Novembre 1947

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne,  
P. KOENIG.

Artikel 2. Alle Regelungen, die sich mit denen des vorangegangenen Artikels in Widerspruch befinden, verlieren ihre Wirksamkeit im Saarland mit dem Tage der Einführung des Franc in diesem Gebiet.

Artikel 3. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im Saarland auszuführen.

BADEN-BADEN, den 16. November 1947

Der Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

#### ORDONNANCE No 133

relative à la dénazification.

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu la directive No 24 du Conseil de Contrôle sur l'élimination des nazis de l'Administration et des postes comportant des responsabilités en date du 12 Janvier 1946, et son modificatif en date du 16 Novembre 1946,

Vu la directive No 38 du Conseil de Contrôle sur le châtiment des nazis et des militaristes en date du 12 Octobre 1946,

Vu l'ordonnance No 44 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne, en date du 28 Mai 1946, sur l'établissement des listes électorales en vue des élections allemandes ensemble l'arrêté d'application No 61 de l'Administrateur Général en date du 29 Mai 1946,

Vu l'ordonnance No 45 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 28 Mai 1946 sur l'établissement des listes électorales en vue des élections de la Sarre ensemble l'arrêté d'application No 62 de l'Administrateur Général en date du 29 Mai 1946,

Vu l'ordonnance No 79 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne relative à l'application de la Directive No 38 du Conseil de Contrôle en date du 18 Février 1947,

Sur la proposition de l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

#### ORDONNE :

ART. 1er. — Toutes les dispositions seront prises par les Gouvernements des Länder pour accélérer l'achèvement de l'oeuvre de la dénazification.

ART. 2. — Ces mesures viseront avant tout la recherche et la comparution devant les organismes d'épuration des membres des organisations déclarées criminelles par le verdict de Nuremberg ainsi que des dirigeants et principaux membres actifs du parti nazi ou des organisations affiliées.

ART. 3. — A l'avenir aucune mesure d'épuration ne sera prise à l'encontre des simples membres nominaux du parti nazi et des organisations affiliées qui n'y ont détenu aucun titre ou fonction.

Cette décision ne s'applique pas aux membres des organisations déclarées criminelles par le verdict de NUREMBERG et à tout individu qui conformément aux dispositions de la Directive No 38 tombe dans les catégories des délinquants graves ou délinquants.

ART. 4. — Les catégories de personnes bénéficiaires de l'article 3 contre lesquelles des sanctions auraient été prises recouvrent leurs droits politiques ou civiques et peuvent concourir à l'avenir pour tous les postes ou emplois publics et privés.

ART. 5. — Pour les jugements passés, la constatation du bénéfice de l'article précédent sera effectuée par le Commissaire d'Etat à l'Épuration qui transmettra au Délégué Général ou Supérieur les décisions prises. Celles-ci ne deviendront exécutoires qu'à l'expiration d'un délai de deux mois à partir de leur transmission. Au cours de ce délai, le Délégué Général ou Supérieur

#### VERORDNUNG Nr. 133

über die Entnazifizierung.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

Die Direktive Nr. 24 des Kontrollrats vom 12. Januar 1946 über die Entfernung von Nationalsozialisten aus Aemtern und verantwortlichen Stellungen und ihre Abänderung vom 16. November 1946,

die Direktive Nr. 38 des Kontrollrats vom 12. Oktober 1946 über die Bestrafung der Nationalsozialisten und Militaristen,

die Verordnung Nr. 44 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Mai 1946 über die Aufstellung von Wählerlisten für deutsche Wahlen, samt der Durchführungsverfügung Nr. 61 des Administrateur Général vom 29. Mai 1946,

Die Verordnung Nr. 45 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Mai 1946 über Aufstellung von Wählerlisten für die Wahlen im Saargebiet, samt der Durchführungsverfügung Nr. 62 des Administrateur Général vom 29. Mai 1946,

die Verordnung Nr. 79 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne vom 18. Februar 1947 über Durchführung der Direktive Nr. 38 des Kontrollrats,

auf Vorschlag des Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, nach Anhörung des Comité Juridique,

folgende

#### VERORDNUNG :

Artikel 1. Die Regierungen der Länder haben alle Maßnahmen zu ergreifen, um den Abschluß der Durchführung der Entnazifizierung zu beschleunigen.

Artikel 2. Diese Maßnahmen haben vor allem darauf hinzuwirken, daß die Mitglieder der durch das Nürnberger Urteil für verbrecherisch erklärten Organisationen sowie die leitenden und hauptsächlichsten aktiven Mitglieder der Nationalsozialistischen Partei und ihrer angeschlossenen Verbände zur Untersuchung gezogen werden und vor den Säuberungsorganen zu erscheinen haben.

Artikel 3. In Zukunft darf keine Säuberungsmaßnahme gegen die einfachen nominellen Mitglieder der Nationalsozialistischen Partei und der ihr angeschlossenen Verbände ergriffen werden, die in diesen weder einen Titel noch ein Amt innehatten.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Mitglieder der durch das Nürnberger Urteil für verbrecherisch erklärten Organisationen oder auf irgend eine Person, die entsprechend den Vorschriften der Direktive Nr. 38 zur Gruppe der Hauptschuldigen oder der Belasteten gehört.

Artikel 4. Die Gruppen der unter die Begünstigungsvorschrift des Artikels 3 fallenden Personen, gegen die Sühnemaßnahmen bereits ausgesprochen worden sind, treten wieder in den Genuß ihrer politischen und bürgerlichen Rechte ein und können sich in Zukunft um alle öffentlichen und privaten Posten und Anstellungen bewerben.

Artikel 5. Für die schon ergangenen Entscheidungen erfolgt die Feststellung der Vergünstigung des vorhergehenden Artikels durch den Staatskommissar für politische Säuberung, der dem Délégué Général oder dem Délégué Supérieur die getroffenen Beschlüsse übermittelt. Diese Beschlüsse werden erst nach Ablauf einer Frist von zwei Monaten seit ihrer Uebermittlung rechtskräftig. Innerhalb dieser Frist kann der Délégué Général oder der Délégué Supérieur gegen

pourra s'opposer auxdites décisions qui seront alors considérées comme nulles.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 17 Novembre 1947

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne,  
P. KOENIG.

die genannten Beschlüsse Einspruch erheben. Im Falle eines solchen Einspruchs sind die Beschlüsse als ungültig zu beachten.

Artikel 6. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet auszuführen.

BADEN-BADEN, den 17. November 1947.

Der Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

#### ORDONNANCE No 134

##### portant création de Tribunaux des Indemnités.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945, modifié par celui du 18 Octobre 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne,

Vu l'Ordonnance No 69 en date du 10 Octobre 1946 portant création d'une Commission des Indemnités,

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

#### I — TRIBUNAUX DE LAND

ART. 1er. — Il est créé au siège de chaque Gouvernement de Land de la Zone Française d'Occupation, un Tribunal chargé de connaître des demandes en indemnisation de dommages d'occupation.

ART. 2. — Chacun des Tribunaux prévus à l'article 1er est composé d'un Président, d'un Vice-Président, de deux assesseurs, de deux assesseurs suppléants, de rapporteurs et d'un secrétaire.

ART. 3. — Le Président et le Vice-Président sont obligatoirement de nationalité française. Ils sont nommés par arrêté de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

Les assesseurs, leurs suppléants, les rapporteurs et le secrétaire sont nommés par le Délégué Général ou les Délégués Supérieurs sur proposition du Président du Gouvernement du Land. Ils seront de nationalité allemande et choisis parmi les membres des Tribunaux administratifs et les fonctionnaires du Land.

ART. 4. — Les Tribunaux de Land visés à l'article 1er connaissent des demandes formulées par des ressortissants allemands relatives à des dommages causés sur le territoire du Land dont le Tribunal relève et répondant aux conditions posées par les articles 19 et suivants de la présente Ordonnance.

ART. 5. — Pour être prises en considération, les demandes doivent être présentées dans un délai de trois mois à dater du jour où l'acte dommageable a été commis.

ART. 6. — A titre transitoire, les demandes relatives à des dommages causés par des actes antérieurs à la présente ordonnance pourront être présentées dans les trois mois qui suivent la publication de l'arrêté prévu à l'article suivant.

ART. 7. — La procédure devant les Tribunaux de Land sera réglée par arrêté de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

Le Président pourra requérir auprès de toutes autorités la production de toute preuve et documents qui paraîtront nécessaires afin d'assurer l'instruction de l'affaire. Il pourra également convoquer des témoins.

ART. 8. — Le Président siégeant comme juge unique, examine si la demande est recevable, tant aux termes des articles 4 à 6 que des articles 19 et suivants de la présente Ordonnance. Dans l'affirmative, il délivre une Ordonnance de renvoi devant le Tribunal. Dans le cas contraire, il rend un jugement de rejet.

#### VERORDNUNG Nr. 134

##### über die Bildung von Entschädigungsgerichten.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

die Verordnung Nr. 69 vom 10. Oktober 1946 über die Schaffung einer Entschädigungskommission,

auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, nach Anhörung des Comité Juridique

folgende

VERORDNUNG :

#### 1. Landesgerichte.

Artikel 1. Am Sitze jeder Landesregierung des französischen Besetzungsgebietes wird ein Gericht gebildet, das über Entschädigungsanträge wegen Besetzungsschäden zu entscheiden hat.

Artikel 2. Jedes der im Artikel 1 vorgesehenen Gerichte besteht aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten, zwei Beisitzern, zwei stellvertretenden Beisitzern, Berichterstattern und einem Sekretär.

Artikel 3. Der Präsident und der Vize-Präsident müssen die französische Staatsangehörigkeit besitzen. Sie werden durch Verfügung des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ernannt. Die Beisitzer, ihre Stellvertreter, die Berichterstatter und der Sekretär werden durch den Délégué Général oder die Délégués Supérieurs auf Vorschlag des Präsidenten der Landesregierung ernannt. Sie sind deutscher Staatsangehörigkeit und werden aus den Mitgliedern der Verwaltungsgerichte und den Beamten des Landes gewählt.

Artikel 4. Die im Artikel 1 genannten Gerichte erkennen über Anträge deutscher Staatsangehöriger bezüglich Schäden, die im Gebiete desjenigen Landes entstanden sind, zu dem das Gericht gehört, und die den durch Artikel 19 ff. bestimmten Bedingungen dieser Verordnung entsprechen.

Artikel 5. Um berücksichtigt zu werden, müssen die Anträge innerhalb einer Frist von 3 Monaten seit dem Tage, an dem die Schadenshandlung begangen worden ist, eingereicht werden.

Artikel 6. Uebergangsweise können Anträge bezüglich Schäden, die durch Handlungen vor Erlaß dieser Verordnung entstanden sind, innerhalb von drei Monaten nach der auf die Veröffentlichung der im folgenden Artikel vorgesehenen Verfügung eingereicht werden.

Artikel 7. Das Verfahren vor den Landesgerichten wird durch Verfügung des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation geregelt.

Der Präsident kann von allen Behörden die Vorlage jeder Art von Beweismitteln und Unterlagen verlangen, die notwendig erscheinen, um die Untersuchung des Falles sicherzustellen. Er kann auch Zeugen vorladen.

Artikel 8. Der Präsident als Einzelrichter prüft, ob der Antrag zulässig ist, und zwar sowohl hinsichtlich der Bestimmung der Artikel 4 bis 6 als auch hinsichtlich der Artikel 19 ff. dieser Verordnung. Zutreffendfalls verfügt er die Vorlegung an das Gericht. Andernfalls erläßt er ein Abweisungsurteil.

ART. 9. — Le Tribunal est valablement formé lorsqu'il est composé de trois juges au moins, dont le Président ou le Vice-Président. Le Président dirige les débats. Les rapporteurs ont voix délibérative dans les affaires qu'ils rapportent.

Les décisions sont prises à la majorité. En cas de partage la voix du Président est prépondérante.

Le Président assure la police de l'audience. Il peut infliger une peine n'excédant pas 150 RM. ou 5 jours d'emprisonnement aux personnes qui se rendraient coupables de troubles ou de refus d'obéissance à ses injonctions.

ART. 10. — Le Tribunal vérifie la réalité des faits et l'étendue du dommage. Il peut à cet effet requérir tous moyens de droit qui apparaîtront utiles. Il se prononce sur le droit à indemnisation et éventuellement sur le montant de l'indemnité à accorder.

ART. 11. — Le Tribunal et le Président siégeant comme un juge unique statuent en première et dernière instance sur les demandes ne dépassant pas 5.000 Marks en capital, sous réserve des dispositions de l'article 12 de la présente Ordonnance.

Ils statuent dans les autres affaires à charge d'appel devant le Tribunal central créé par l'article 14 de la présente Ordonnance. L'appel devra être interjeté dans les quinze jours suivant la notification du jugement.

ART. 12. — Dans tous les cas, le Délégué Général ou Supérieur intéressé, ou le Ministre des Finances du Land sur le territoire duquel siège le Tribunal peut se pourvoir en appel dans les deux mois suivant le prononcé du jugement.

ART. 13. — L'appel est suspensif; toutefois, le requérant peut demander au Tribunal de Land une allocation provisionnelle de secours.

## II — TRIBUNAL CENTRAL

ART. 14. — Il est créé au siège du Commandement en Chef Français en Allemagne, un Tribunal Central chargé de connaître des appels contre les décisions des Tribunaux de Land.

ART. 15. — Le Tribunal Central est composé d'un Président, d'un Vice-Président, de deux assesseurs, de deux assesseurs suppléants, d'un Commissaire du Gouvernement, d'un Commissaire du Gouvernement Adjoint, de rapporteurs, d'un secrétaire.

ART. 16. — Les membres du Tribunal Central sont nommés par l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

Le Président et le Vice-Président sont choisis parmi les membres des grands corps de l'État en service dans la Zone Française d'Occupation.

ART. 17. — La procédure devant le Tribunal Central sera réglée par un Arrêté de l'Administrateur Général. Les dispositions des articles 7, 9 § 1 et 2, 10 sont applicables au Tribunal Central. Le Tribunal est juge de la recevabilité des recours.

ART. 18. — Le Tribunal Central peut, sur réquisition du Commissaire du Gouvernement, adresser des directives aux présidents des Tribunaux de Land, pour l'exercice des attributions qui leur sont conférées par la présente Ordonnance.

## III — DISPOSITIONS COMMUNES

ART. 19. — Les réclamations seront recevables si elles ont trait à des dommages causés depuis le 20 Septembre 1945, par les Forces d'Occupation, sur le territoire du Land où le Tribunal a son siège.

ART. 20. — Les réclamations ne sont recevables que lorsqu'elles tendent à obtenir une indemnisation pécuniaire représentative du préjudice matériel subi.

Elles sont irrecevables lorsque l'indemnisation demandée entraînerait des dépenses interdites par la législation et la réglementation des Autorités d'Occupation ou lorsque le dommage a été causé à des biens qui auraient dû être livrés en exécution des dispositions de la législation des Autorités d'Occupation.

ART. 21. — Les dommages causés par les actes ou faits rentrant dans les catégories suivantes ne constituent pas des dommages d'occupation. Les demandes y afférentes sont par suite irrecevables.

- a) — méconnaissance de droits relatifs à l'état des personnes ou exécution fautive de contrats privés,

Artikel 9. Das Gericht ist ordnungsmäßig besetzt, wenn es wenigstens aus drei Richtern besteht, darunter dem Präsidenten oder Vizepräsidenten. Der Präsident leitet die Verhandlungen. Die Berichterstatter haben beratende Stimmen in den Sachen, in denen sie Bericht erstatten.

Die Entscheidungen ergehen auf Grund von Mehrheitsbeschlüssen. Im Falle von Stimmengleichheit gibt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

Der Präsident übt die Sitzungspolizei aus. Er kann Strafen bis zu 150 RM oder 5 Tagen Gefängnis gegen diejenigen Personen erlassen, die sich Störungen oder Gehorsamsverweigerungen gegenüber seinen Anordnungen zu Schulden kommen lassen.

Artikel 10. Das Gericht prüft den Sachverhalt und das Ausmaß des Schadens. Es kann zu diesem Zwecke auf alle rechtlichen Mittel zurückgreifen, die ihm zweckmäßig erscheinen. Es entscheidet über das Recht auf Entschädigung und gegebenenfalls über die Höhe der zuzubilligenden Entschädigung.

Artikel 11. Das Gericht und der Präsident, sofern er als Einzelrichter tätig wird, entscheiden in erster und letzter Instanz über Anträge bis zum Kapitalbetrag von 5000 RM vorbehaltlich der Vorschriften des Artikels 12 dieser Verordnung.

In den anderen Fällen ist ihre Entscheidung mit der Berufung an das durch Artikel 14 dieser Verordnung geschaffene Zentralgericht anfechtbar. Die Berufung muß innerhalb von zwei Wochen nach Zustellung des Urteils eingelegt werden.

Artikel 12. In allen Fällen können der in Betracht kommende Délégué Général oder Délégué Supérieur oder der Finanzminister des Landes, in dessen Gebiet das Gericht tagt, Berufung innerhalb von zwei Monaten nach Erlass des Urteils einlegen.

Artikel 13. Die Berufung hat aufschiebende Wirkung, jedoch kann der Antragsteller beim Landesgericht die Gewährung einer einstweiligen Beihilfe beantragen.

## 2. Zentralgericht.

Artikel 14. Am Sitze des Commandement en Chef Français en Allemagne wird ein Zentralgericht gebildet, das über die Berufungen gegen die Entscheidungen der Landesgerichte zu befinden hat.

Artikel 15. Das Zentralgericht besteht aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten, zwei Beisitzern, zwei stellvertretenden Beisitzern, einem Commissaire du Gouvernement, einem Commissaire du Gouvernement Adjoint, Berichterstattern und einem Sekretär.

Artikel 16. Die Mitglieder des Zentralgerichts werden durch den Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ernannt.

Der Präsident und der Vizepräsident werden unter den Mitgliedern der großen staatlichen Behörden, die im französischen Besatzungsgebiet Dienst tun, ausgewählt.

Artikel 17. Das Verfahren vor dem Zentralgericht wird durch eine Verfügung des Administrateur Général geregelt. Die Vorschriften der Artikel 7, 9 Abs. 1 und 2, 10 sind auf das Zentralgericht anwendbar. Das Gericht entscheidet über die Zulässigkeit der Berufung.

Artikel 18. Auf Antrag des Commissaire du Gouvernement kann das Zentralgericht den Präsidenten der Landesgerichte Weisungen geben für die Ausübung der Befugnisse, die ihnen durch diese Verordnung übertragen werden.

## 3. Gemeinsame Bestimmungen.

Artikel 19. Die Geltendmachung der Ansprüche ist zulässig, wenn sie sich auf Schäden beziehen, die seit dem 20. September 1945 durch die Besatzungstruppen im Gebiet des Landes, wo das Gericht seinen Sitz hat, verursacht worden sind.

Artikel 20. Die Geltendmachung der Ansprüche ist nur zulässig, wenn sie darauf gerichtet sind, eine geldlich den erlittenen materiellen Schaden darstellende Entschädigung zu erhalten.

Sie ist unzulässig, wenn die verlangte Entschädigung durch die Gesetzgebung oder anderweitige Regelung der Besatzungsbehörden untersagte Ausgaben nach sich ziehen würde oder wenn der Schaden an Vermögensobjekten entstanden ist, die in Ausführung der Vorschriften der Gesetzgebung der Besatzungsbehörden hätten abgeliefert werden müssen.

Artikel 21. Die durch Handlungen oder tatsächliche Vorgänge entstandenen und unter die folgenden Gruppen fallenden Schäden

- b) — Violation des droits de propriété industrielle et littéraire,
- c) — accident du travail,
- d) — dommages de guerre, prises de guerre, actes d'exécution des programmes de réparations, de désarmement économique ou militaire de l'Allemagne, restitutions ou exécution de prescriptions de la législation des autorités d'occupation,
- e) — fourniture de biens ou de services pour couvrir les besoins des Forces d'occupation,
- f) — actes commis par des personnes ne faisant pas partie des catégories suivantes ou faits imputables à ces personnes : membres des Forces d'occupation, et leur famille, membres des organisations ou missions non allemandes créées par les autorités d'occupation ou accréditées auprès de celles-ci pour faciliter la réalisation des objectifs de l'occupation.
- g) — actes commis par des agents officiellement employés par des Services d'occupation ou faits imputables à ces agents lorsque l'acte n'aura pas été commis ou le fait causé par eux pendant leur service et à l'occasion de celui-ci.

ART. 22. — Aucune indemnité ne sera allouée au demandeur qui aura fait délibérément une fausse déclaration ou suscité de faux témoignages, sans préjudice des sanctions pénales.

ART. 23. — Les indemnités accordées seront imputées sur le budget du Land sur le territoire duquel le dommage aura été causé. Elles ne constituent pas des frais d'occupation et ne doivent pas être imputées sur les chapitres afférents à ceux-ci.

Aucune indemnité ne peut être imputée sur un budget de Land pour assurer la réparation de dommages causés par les Forces d'occupation, en dehors des dispositions de la présente Ordonnance.

ART. 24. — Les frais de fonctionnement des Tribunaux de Land seront imputés sur le budget du Land dont dépend le Tribunal. Les frais de fonctionnement du Tribunal Central seront répartis entre les Länder de la Zone Française d'Occupation. Ils ne constituent pas des frais d'occupation.

ART. 25. — La procédure de liquidation des indemnités sera fixée par Arrêté de l'Administrateur Général. En aucun cas, les indemnités accordées en application de la présente Ordonnance ne pourront se cumuler avec d'autres indemnités représentatives du même préjudice et auxquelles l'intéressé aurait droit pour tout autre cause, y compris les contrats d'assurance.

ART. 26. — La Commission des Indemnités créée par l'Ordonnance No 69 est dessaisie, à dater de la publication de l'Arrêté prévu à l'article 7 de la présente Ordonnance, de toutes les demandes d'indemnités présentées par des ressortissants allemands et actuellement en instance devant elle. Ces demandes seront transmises par les soins de son secrétariat aux Tribunaux de Land compétents.

Aucune demande intéressant un ressortissant allemand ne pourra être présentée devant la Commission susvisée à dater de la publication de la présente Ordonnance.

ART. 27. — La présente Ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 20 Novembre 1947.

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne,  
P. KOENIG.

bilden keine Besetzungsschäden. Die diesbezüglichen Anträge sind infolgedessen anzulässig.

- A) Unkenntnis von Rechten des Personenstandes und fehlerhafte Ausführung von Privatverträgen.
- B) Verletzung von Rechten gewerblichen und literarischen Eigentums.
- C) Arbeitsunfall.
- D) Kriegsschäden, Kriegsbeuten, Handlungen in Ausführung von Programmen für die Reparationen, für die wirtschaftliche oder militärische Entwaffnung Deutschlands, Rückerstattungen oder Durchführungen von Vorschriften der Gesetzgebung der Besatzungsbehörden.
- E) Lieferung von Gütern oder Leistung von Diensten zwecks Deckung des Bedarfs der Besatzungstreitkräfte.
- F) Handlungen, die von Personen begangen worden sind, die nicht zu den folgenden Gruppen gehören oder Ereignisse, die diesen Personen zuzurechnen sind: Mitglieder der Besatzungstreitkräfte und ihre Familien, Mitglieder der nichtdeutschen Organisationen oder Missionen, die von den Besatzungsbehörden geschaffen oder bei ihnen akkreditiert worden sind, um die Erreichung der Besatzungsziele zu erleichtern.
- G) Handlungen von Angestellten, die von Besatzungsdienststellen amtlich eingestellt worden sind, oder Ereignisse, die diesen Angestellten zuzurechnen sind, wenn die Handlung von ihnen nicht während oder gelegentlich des Dienstes begangen oder das Ereignis von ihnen nicht während oder gelegentlich des Dienstes verursacht worden ist.

Artikel 22. Unbeschadet von Strafmaßnahmen ist demjenigen Antragsteller keine Entschädigung zuzubilligen, der bewußt eine falsche Zeugenaussage veranlaßt hat.

Artikel 23. Die zuerkannten Entschädigungen sind auf den Haushaltsplan des Landes zu übernehmen, in dessen Gebiet der Schaden verursacht worden ist. Sie bilden keine Besatzungskosten und dürfen nicht auf die diesbezüglichen Kapitel übernommen werden.

Außerhalb der Vorschriften dieser Verordnung kann keine Entschädigung auf den Landeshaushalt übernommen werden, um die Wiedergutmachung von Schäden, die durch die Besatzungskräfte verursacht worden sind, sicherzustellen.

Artikel 24. Die Kosten für die Tätigkeit der Landesgerichte sind auf den Haushaltsplan desjenigen Landes, zu dem das Gericht gehört, zu übernehmen. Die Kosten für die Tätigkeit des Zentralgerichtes werden auf die Länder des französischen Besatzungsgebietes verteilt. Sie bilden keine Besatzungskosten.

Artikel 25. Das Verfahren für die Erledigung der Entschädigungen wird durch Verfügung des Administrateur Général festgelegt.

Keinesfalls können sich die in Durchführung dieser Verordnung zuerkannten Entschädigungen mit andern Entschädigungen häufen, die auf den gleichen Schadenfall zurückgehen und auf die der Betreffende aus irgend einem anderen Grund, einschließlich von Versicherungsverträgen, Anspruch hat.

Artikel 26. Die durch die Verordnung Nr. 69 geschaffene Entschädigungskommission verliert mit der Veröffentlichung der in Artikel 7 dieser Verordnung vorgesehenen Verfügung ihre Zuständigkeit für alle von deutschen Staatsangehörigen eingereichten und gegenwärtig bei ihr schwebenden Entschädigungsanträge. Diese Anträge sind durch Vermittlung seines Sekretariats an die zuständigen Landesgerichte abzugeben.

Kein einen deutschen Staatsangehörigen angehender Antrag kann vom Zeitpunkt der Veröffentlichung dieser Verordnung ab bei der Kommission eingereicht werden.

Artikel 27. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besatzungsgebiet auszuführen.

BADEN-BADEN, den 20. November 1947.

Der Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

## ARRÊTÉS (Verfügungen)

## ARRÊTÉ No 256

## de l'Administrateur Général, relatif à la procédure devant les Tribunaux locaux des Indemnités.

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945.

Vu l'Ordonnance No 134 en date du 20 Novembre 1947, portant création des Tribunaux des Indemnités,

Sur la proposition du Directeur des Services Juridiques et de Législation,

Le Comité Juridique entendu,

## ARRÊTE :

## TITRE I — DES DEMANDES D'INDEMNITÉS.

ART. 1. — Les demandes d'indemnité pour dommages d'occupation devront être déposées au secrétariat du tribunal de Land ou adressées au dit secrétariat, sous pli recommandé, dans les délais fixés par les articles 5 et 6 de l'ordonnance No 134 en date du 20 Novembre 1947 portant création des Tribunaux des Indemnités. La date du récépissé délivré par le secrétariat, ou le cachet de la poste au moment de l'expédition feront foi de la date du dépôt ou de l'envoi.

ART. 2. — La demande doit être signée du demandeur ou de son représentant. Elle doit énoncer les noms prénoms, date et lieu de naissance, qualité et nationalité du demandeur, préciser les éléments constitutifs du dommage dont il est demandé réparation, l'évaluation de l'indemnité demandée accompagnés de toutes justifications utiles. A la demande doivent être jointes toutes pièces utiles pour établir la réalité des faits invoqués, leur qualification de dommages d'occupation aux termes des articles 19 et suivants de l'ordonnance No 134 et le droit à réparation au profit du demandeur, conformément à la législation allemande. Il devra être indiqué s'il a été dressé procès-verbal ou constat de l'acte dommageable, à quelle date et par quelle autorité, il a été dressé et conservé.

ART. 3. — S'il y a plusieurs demandeurs pour une même affaire, il devra être établi une demande distincte pour chacun d'eux mais les demandes pourront être adressées conjointement.

ART. 4. — Les requérants ayant déjà présenté une demande devant la Commission des Indemnités, créée par l'Ordonnance No 69 en date du 10 Octobre 1946, sont dispensés de déposer une nouvelle demande devant le Tribunal de Land.

## TITRE II — DE L'INSTRUCTION DES DEMANDES

ART. 5. — Les Dossiers des demandes d'indemnité seront adressés par le Secrétariat, après enregistrement, au Président du Tribunal qui désignera le rapporteur chargé d'instruire l'affaire.

Le Président pourra déclarer irrecevables les demandes tardives, aux termes des articles 5 et 6 de l'Ordonnance No 134. Dans ce cas, il n'y a pas lieu à désignation d'un rapporteur.

ART. 6. — Pour l'établissement de son rapport et de son projet de décision, le rapporteur pourra demander au Président d'ordonner toutes expertises, vérifications, communications de pièces non confidentielles, enquêtes, examens des lieux, qui paraîtraient nécessaires pour l'établissement de la vérité. Il devra faire demander aux services français ou aux personnes mis en cause dans la demande de lui adresser un mémoire en réponse. Le dossier devra être mis à la disposition des dits services ou personnes au secrétariat du Tribunal pour communication sans déplacement pendant une durée de 15 jours après notification de l'avis tendant à l'établissement d'un mémoire en réponse.

En cas de silence gardé par l'intéressé pendant un mois, il pourra être passé outre et statué directement, les faits allégués étant tenus pour vrais à moins de preuve contraire rapportée à l'audience.

ART. 7. — Lorsque les pièces permettant d'apprécier la recevabilité du recours sont réunies, le rapporteur transmet le dossier au secrétariat qui l'inscrit sur le rôle des audiences du Président, statuant comme juge unique.

## VERFUGUNG Nr. 256

## über das Verfahren vor den örtlichen Entschädigungsgerichten.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt unter Bezugnahme auf das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

die Verordnung Nr. 134 vom 20. November 1947 über die Bildung von Entschädigungsgerichten,

auf Vorschlag des Directeur des Services Juridiques et de Législation, nach Anhörung des Comité Juridique,

folgende

## VERFUGUNG :

## TEIL 1. Entschädigungsanträge.

Artikel 1. Die Entschädigungsanträge für Besetzungsschäden müssen innerhalb der in den Artikeln 5 und 6 der Verordnung Nr. 134 vom 20. November 1947 über die Bildung von Entschädigungsgerichten vorgesehenen Fristen beim Sekretariat des Landesgerichts eingereicht oder an das genannte Sekretariat mittels eingeschriebenen Briefes gesandt werden. Das Datum des vom Sekretariat ausgestellten Empfangsscheines oder der Poststempel im Zeitpunkt der Aufgabe sind beweiskräftig für den Zeitpunkt der Einreichung oder der Absendung.

Artikel 2. Der Antrag muß von dem Antragsteller oder seinem Vertreter unterzeichnet sein. Er muß Namen, Vornamen, Geburtsdatum und -Ort, Beruf und Staatsangehörigkeit des Antragstellers angeben und die Tatbestandsmerkmale genau bezeichnen, die den Schaden begründen, für den Wiedergutmachung verlangt wird, ferner die Wertangabe der verlangten Entschädigung unter Beifügung aller zweckmäßigen Beweise. Dem Antrag sind alle erforderlichen Unterlagen beizufügen, um die Richtigkeit der behaupteten Tatumstände, ihre Charakterisierung als Besetzungsschaden im Sinne der Vorschriften der Artikel 19 ff. der Verordnung Nr. 134 vom 20. November 1947 und den Anspruch auf Wiedergutmachung zu Gunsten des Antragstellers entsprechend den deutschen gesetzlichen Bestimmungen zu beweisen. Es muß angegeben werden, ob ein Protokoll aufgenommen oder eine Feststellung der Schadenshandlung getroffen worden ist, zu welchem Zeitpunkt und von welcher Behörde das Protokoll aufgenommen und aufbewahrt worden ist.

Artikel 3. Falls für ein und dieselbe Sache mehrere Antragsteller vorhanden sind, muß ein besonderer Antrag für jeden von ihnen gestellt werden, aber die Anträge können zusammen eingereicht werden.

Artikel 4. Die Antragsteller, die bereits einen Antrag bei der durch die Verordnung Nr. 69 vom 10. Oktober 1946 geschaffenen Entschädigungskommission eingereicht haben, brauchen keinen neuen Antrag beim Landesgericht zu stellen.

## TEIL 2. Prüfung der Anträge.

Artikel 5. Die Akten über die Entschädigungsanträge sind durch das Sekretariat nach Eintragung in die Register dem Präsidenten des Gerichts vorzulegen, der den mit der Untersuchung des Falles beauftragten Berichterstatter bestimmt.

Der Präsident kann Anträge, die im Sinne der Artikel 5 und 6 der Verordnung Nr. 134 verspätet sind, für unzulässig erklären. In diesem Falle liegt kein Anlaß für die Bestimmung eines Berichterstatters vor.

Artikel 6. Bei der Aufstellung seines Berichts und seines Entscheidungsvorschlages kann der Berichterstatter den Präsidenten darum bitten, alle Arten von Gutachten, Prüfungen, Mitteilungen nicht vertraulicher Unterlagen, Untersuchungen und Ortsbesichtigungen anzuordnen, die zur Feststellung der Wahrheit notwendig erscheinen.

Er soll die französischen Dienststellen oder die in dem Antrag in Anspruch genommenen Personen darum ersuchen lassen, ihm eine Gegenerklärung abzugeben. Das Aktenstück soll den genannten Dienststellen oder Personen im Sekretariat des Gerichts zur Verfügung gestellt werden zur Einsichtnahme ohne Weggabe für eine Dauer von 15 Tagen und zwar nach Zustellung der Benachrichtigung über die Abgabe einer Gegenerklärung.

Falls der Betroffene einen Monat lang nichts von sich hören läßt, kann das Verfahren weitergeführt und unmittelbar entschieden werden, wobei die behaupteten Tatsachen als wahr unterstellt werden, es sei denn, daß in der Sitzung der Beweis des Gegenteils erbracht wird.

Artikel 7. Sobald die Unterlagen, die die Prüfung der Zulässigkeit der Berufung ermöglichen, vorliegen, übergibt der Berichterstatter

### TITRE III — DU JUGEMENT DE LA RECEVABILITÉ DES DEMANDES.

ART. 8. — Les audiences de jugement de recevabilité des demandes ne sont pas publiques. Au vu du dossier, le Président examine si le fait préjudiciable constitue un dommage d'occupation aux termes des articles 19 et suivants de l'Ordonnance No 134 et si par suite la demande est recevable devant le tribunal.

ART. 9. — Le Président se détermine suivant les règles posées par la législation des autorités d'occupation ou les directives édictées par le Tribunal Central en application des pouvoirs qu'il détient de l'article 18 de l'Ordonnance No 134.

Lorsque l'affaire est particulièrement complexe et que l'appréciation de la responsabilité exige un examen approfondi du dossier et un rapport particulier sur ce point, le président peut demander à un représentant qualifié de l'administration française d'établir un mémoire sur ce point particulier.

ART. 10. — Si le dommage dont le requérant demande indemnisation constitue un dommage d'occupation, le Président rend une Ordonnance de renvoi devant le Tribunal. Il peut prescrire dans l'Ordonnance qu'il y doit être procédé à un supplément d'instruction. Dans ce cas, l'affaire ne sera inscrite au rôle des audiences du Tribunal que lorsqu'elle sera en état.

L'affaire est inscrite sur le rôle des audiences du dit Tribunal par les soins du Secrétariat. Celui-ci est chargé de convoquer les parties au moins huit jours avant l'audience au rôle de laquelle est inscrite l'affaire.

ART. 11. — Si le dommage ne constitue pas un dommage d'occupation, le Président rend, un jugement de rejet qui devra être notifié au demandeur, comme il est dit à l'article 20 du présent arrêté.

### TITRE IV — DES AUDIENCES DU TRIBUNAL.

ART. 12. — Les audiences du tribunal du Land sont publiques. Toutefois le Tribunal pourra ordonner le huis clos lorsque l'ordre public l'exigera.

ART. 13. — La langue officielle devant le tribunal est le français. Chaque fois que cela apparaîtra nécessaire, ou sur la requête du demandeur, les débats seront traduits en allemand ou en tout autre langue. Le Président devra dans ce cas désigner un interprète.

ART. 14. — Le demandeur peut assister personnellement à l'audience ou s'y faire représenter par un avocat régulièrement inscrit à un barreau, ou par un défenseur agréé devant le tribunal. Il doit être entendu en ses observations. Il peut faire citer des témoins et demander une expertise ou une descente sur les lieux.

ART. 15. — La personne mise en cause par le demandeur, ou un représentant du service français intéressé dans l'affaire doit être, sur sa demande, entendu par le Tribunal.

ART. 16. — Le Tribunal peut indépendamment des conclusions des parties, ordonner une enquête et requérir tous moyens qui lui paraîtront nécessaires pour faire apparaître la vérité. Il peut ordonner le renvoi de l'affaire pour supplément d'enquête.

ART. 17. — A l'issue des débats, le tribunal peut se retirer pour délibérer. Il peut également rendre son jugement sur le siège ou le renvoyer à une audience ultérieure.

### TITRE V — DU JUGEMENT DÉFINITIF.

ART. 18. — Le jugement devra être motivé en droit.

L'indemnité calculée, en marks doit compenser aussi exactement que possible le préjudice matériel subi. Toutefois le Tribunal ne peut allouer une indemnité supérieure aux conclusions du demandeur.

ART. 19. — Le jugement est rendu au nom du Commandement en Chef Français en Allemagne.

ART. 20. — Le jugement est notifié au demandeur par les soins du secrétariat. Lorsqu'il aura admis, même partiellement les conclusions du demandeur, il sera communiqué au Ministre des Finances du Land.

ART. 21. — Aucun frais de justice (Gerichtskosten) ne sera mis à la charge du demandeur, quel que soit le résultat du jugement.

ART. 22. — Les Délégués Général et Supérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 20 Novembre 1947.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON.

ter das Aktenstück dem Sekretariat, das es in die Sitzungsliste des Präsidenten, der als Einzelrichter entscheidet, einträgt.

### TEIL 3. Urteil über die Zulässigkeit der Anträge.

Artikel 8. Die Sitzungen, in denen durch Urteil über die Zulässigkeit der Anträge entschieden wird, sind nicht öffentlich. Nach Einsicht des Aktenstückes prüft der Präsident, ob das schädigende Ereignis einen Besetzungsschaden im Sinne der Artikel 19 ff. der Verordnung Nr. 134 darstellt und ob infolgedessen die Klage vor dem Gericht zulässig ist.

Artikel 9. Der Präsident entscheidet entsprechend den durch die Gesetzgebung der Besatzungsbehörden erlassenen Vorschriften oder den durch das Zentralgericht in Durchführung der Befugnisse gemäß Artikel 18 der Verordnung erlassenen Weisungen. Wenn die Sache besonders schwierig ist und die Feststellung der Verantwortlichkeit eine gründliche Prüfung des Aktenstückes und einen besonderen Bericht hierüber erfordert, so kann der Präsident einen geeigneten Vertreter der französischen Verwaltung ersuchen, eine Stellungnahme zu diesem besonderen Punkt einzureichen.

Artikel 10. Falls der Schaden, für den der Antragsteller eine Entschädigung verlangt, einen Besetzungsschaden darstellt, legt der Präsident die Sache dem Gericht vor. Er kann in seiner Verfügung anordnen, daß eine zusätzliche Untersuchung vorzunehmen ist. In diesem Falle wird die Sache erst dann auf die Sitzungsliste des Gerichts eingetragen, wenn sie hinreichend vorbereitet ist.

Die Sache wird auf die Sitzungsliste des genannten Gerichts durch Vermittlung des Sekretariats eingetragen. Das Sekretariat ist damit beauftragt, die Parteien mindestens 8 Tage vor der Sitzung, für die die Sache eingetragen ist, zu laden.

Artikel 11. Falls der Schaden keinen Besetzungsschaden darstellt, erläßt der Präsident ein Zurückweisungs Urteil, das dem Antragsteller zugestellt werden muß, wie es im Artikel 20 dieser Verfügung bestimmt ist.

### TEIL 4. Sitzungen des Gerichts.

Artikel 12. Die Sitzungen des Landesgerichts sind öffentlich. Das Gericht kann jedoch den Ausschluß der Öffentlichkeit anordnen, wenn die öffentliche Ordnung es erfordert.

Artikel 13. Die Amtssprache vor dem Gericht ist französisch. Jedes mal, wenn es notwendig erscheint oder auf Antrag des Antragstellers, sind die Verhandlungen ins Deutsche oder in jede andere Sprache zu übersetzen. Der Präsident hat in diesem Fall einen Dolmetscher zu bestimmen.

Artikel 14. Der Antragsteller kann persönlich an der Sitzung teilnehmen oder sich durch einen bei einer Rechtsanwaltskammer ordnungsmäßig eingetragenen Anwalt oder durch einen beim Gericht zugelassenen Verteidiger vertreten lassen. Er muß mit seinem Vorbringen gehört werden. Er kann Zeugen laden lassen und ein Gutachten oder eine Ortsbesichtigung beantragen.

Artikel 15. Die durch den Antragsteller am Verfahren beteiligte Person oder ein Vertreter der an der Sache interessierten französischen Dienststelle muß auf seinen Antrag durch das Gericht gehört werden.

Artikel 16. Das Gericht kann, unabhängig von den Anträgen der Parteien, eine Untersuchung anordnen und alle Maßnahmen treffen, die ihm erforderlich erscheinen, um die Wahrheit zu erforschen. Es kann die Sache zwecks zusätzlicher Untersuchung vertagen.

Artikel 17. Am Schluß der Verhandlung kann sich das Gericht zur Beratung zurückziehen. Es kann sein Urteil auch sofort aussprechen oder es auf eine spätere Sitzung vertagen.

### TEIL 5. Endgültiges Urteil

Artikel 18. Das Urteil muß rechtlich begründet werden. Die in Mark errechnete Entschädigung muß so genau wie möglich den erlittenen Schaden ausgleichen. Das Gericht kann jedoch keine höhere als die vom Antragsteller beantragte Entschädigung zubilligen.

Artikel 19. Das Urteil wird im Namen des Commandement en Chef Français en Allemagne erlassen.

Artikel 20. Das Urteil wird dem Antragsteller durch das Sekretariat zugestellt. Wenn es, auch nur teilweise den Anträgen des Antragstellers stattgibt, ist es dem Finanzminister des Landes mitzuteilen.

Artikel 21. Der Antragsteller hat keine Gerichtskosten zu tragen, wie auch das Urteil lauten möge.

Artikel 22. Der Délégué Général und die Délégués Supérieurs werden, jeder für seinen Dienstbereich, mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 20. November 1947.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON.



Pour paraître le 1er Janvier 1948.

## RECUEIL OFFICIEL

des Textes relatifs à la Fabrication et à la Répartition des Produits Industriels, édité officiellement par la Régie Autonome des Publications Officielles et rédigé par des spécialistes de la Direction de la Production Industrielle du G. M. Z. F. O.

Ce Recueil présenté sous feuillets mobiles dans un élégant classeur comportera une mise à jour automatique envoyée à tous les abonnés dès parution des nouveaux textes.

Il comprend les textes déjà promulgués par le Conseil de Contrôle de Berlin, les Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne, les Décisions de Répartition du Directeur de la Production Industrielle, ainsi que les Instructions, Circulaires et Avis relatifs aux Textes Législatifs promulgués en langues Française et Allemande.

Le plan de cet ouvrage comprend les rubriques suivantes :

- 1) Textes Généraux
- 2) Services Publics :  
Carburant, Eau, Gaz, Electricité.
- 3) Industries Lourdes :  
Charbon, Sidérurgie, Métaux non ferreux, Transacier
- 4) Produits chimiques ou rattachés
- 5) Industrie Mécanique et Electrique :  
Produits finis, travail de métaux, machines-outils, matériel électrique, automobiles, etc.
- 6) Bois et Industries Diverses
- 7) Textile et Cuir
- 8) Matériaux de Construction
- 9) Rationnement.

Cet ouvrage, présenté sous cartonnage, trouvera sa place dans toutes les bibliothèques des hommes d'affaires magistrats, avocats, commerçants, industriels, fonctionnaires civils et militaires (1), intéressés par les questions économiques.

Ce livre est distribué en exclusivité par :

Zones Française, Anglaise et Russe, et Etranger :

Régie Autonome des Publications Officielles, 65, Lichtentalerstraße à BADEN-BADEN.

Zone Américaine :

Julius Richard Hampel, Zeitschriften-Großunternehmen, 20—24, Brunnengasse, HEIDELBERG

Prix du premier volume : RM 20.— ou 240.— francs d'occupation.

Souscrivez immédiatement. Tirage limité.

Am 1. Januar 1948 erscheint eine

## Amtliche Sammlung

der die Herstellung und Verteilung von industriellen Erzeugnissen be treffenden Texte.

Herausgegeben von der Régie Autonome des Publications Officielles und abgefaßt von Spezialisten der Direction de la Production Industrielle des G. M. Z. F. O.

Diese in einer eleganten Heftmappe mit auswechselbaren Blättern erscheinende Sammlung enthält die auf den letzten Stand gebrachte Zusammenstellung der neuesten Texte, die sofort nach ihrem Erscheinen an alle Bezieher versandt wird.

Sie umfaßt die bereits vom Conseil de Contrôle in Berlin veröffentlichten Texte, die Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne, die Anordnungen über Zuteilungen des Directeur de la Production Industrielle sowie die Anweisungen, Rundschreiben und Bekanntmachungen, die sich auf die in französischer und deutscher Sprache veröffentlichten Gesetzestexte beziehen.

Das Werk enthält folgende Rubriken :

1. Texte allgemeinen Charakters,
2. Öffentlicher Dienst: Treibstoffe, Wasser, Gas, Elektrizität,
3. Schwerindustrie: Kohle, Eisenindustrie, nicht eisenhaltige Metalle, weiter verarbeitete Stahlerzeugnisse,
4. Chemische und der Chemie angeschlossene Erzeugnisse,
5. Mechanische und elektrische Industrie: Fertigprodukte, Metallarbeiten, Werkzeugmaschinen, elektrisches Material, Kraftwagen usw.
6. Holz und verschiedene Industrien,
7. Textil- und Ledererzeugnisse,
8. Baumaterialien,
9. Rationierung.

Dieses Werk wird seinen Platz in allen Bibliotheken von Geschäftsleuten, Richtern, Rechtsanwälten, Kaufleuten, Industriellen, Beamten der Zivilverwaltungen, der Polizei und der Gendarmerie finden, die sich für wirtschaftliche Fragen interessieren.

Allein erhältlich ist dieses Buch für:

die französische, englische, russische Zone und das Ausland bei

der Régie Autonome des Publications Officielles Baden-Baden, Lichtentalerstraße 65,

die amerikanische Zone:

bei Julius Richard Hampel, Zeitschriften-Großunternehmen 20—24, Brunnengasse, Heidelberg.

Preis des ersten Bandes: RM 20.— oder 240 Besatzungs-Francs.

Sofort vorbestellen, Auflage beschränkt.











Amtsgericht Müllheim  
Zweiggericht Staufen

HR. B. Bd. I OZ. 27. Firma Viscoma GmbH. in Staufen: Der Artur Köninger Ehefrau Elisabeth geb. Emmelhainz in Staufen ist Prokura erteilt in der Weise, daß sie nur gemeinschaftlich mit dem Handlungsbevollmächtigten Ingenieur Reinhold Freiseis in Staufen zeichnungsberechtigt ist. Als nicht eingetragen wird veröffentlicht: Die dem Kaufmann Heinz Borchardt in Freiburg erteilte Handlungsvollmacht ist erloschen. Der Ingenieur Reinhold Freiseis in Staufen ist zum Handlungsbevollmächtigten bestellt, der nur in Gemeinschaft mit der Prokuristin Elisabeth Köninger zeichnungsberechtigt ist. (3148)

Staufen, den 14. November 1947.

Amtsgericht Emmendingen  
Zweiggericht Kenzingen  
Registereintrag / Löschung

Im Handelsregister A, Band III OZ. 40 Firma Anton Schneider Kenzingen wurde eingetragen: Die Einzelprokura des Fr. Mina Schneider in Kenzingen ist erloschen. (3149)

Den 17. November 1947.

### Vereinsregister

Bekanntmachung

VR. 53: In das Vereinsregister wurde heute der Allgemeine Sportverein Kleinkarlbach eingetragen. (3175)

Amtsgericht Grünstadt.

### Sonstige Bekanntmachungen

Bekanntmachung

Dem Amtsgerichtsrat a. D. Vetter in Ehingen (Donau) ist am 28. Oktober 1947 auf Grund des Gesetzes vom 13. 12. 1935 (RG. Bl. I S. 1478). Die Erlaubnis zur Besorgung fremder Rechtsangelegenheiten einschließlich der Rechtsberatung und der Einziehung fremder oder zu Einziehungszwecken abgetretener Forderungen für Ehingen erteilt worden, jedoch zunächst nur für die Dauer eines Jahres, also bis 31. Oktober 1948. (3077)

Ravensburg, den 12. November 1947.

Landgericht.

Bad. Amtsgericht Bühl

Durch Ausschlußurteil des Amtsgerichts Bühl vom 27. 10. 1947 wurde die Gläubigerin Zuckerraffinerie Camburg in Camburg a. d. S. der im Grundbuch Bühl Band 40, Blatt 8, Abt. III Nr. 2 auf dem Grundstück Lagerbuch Nr. 1368/1, Eigentum der Klara geb. Lindauer, Ehefrau des Kaufmanns Karl Himmel in Bühl, eingetragenen Sicherungshypothek für den Höchstbetrag von 9 000,— RM, mit ihrem Recht aufgeschlossen. (3078)

Den 12. November 1947.

Die Uebernahme des landwirtschaftlichen Betriebs der Erbgemeinschaft Wolpensinger auf Ableben der Elisabeth Wolpensinger geb. Käufelin in Herten durch einen Treuhänder ist beendet. (3130)

Lörrach, den 2. November 1947.

Badisches Amtsgericht I Lörrach.

Beschluß

4 VI 712/47. Ueber den Nachlaß der am 1. Mai 1946 verstorbenen ledigen beruflosen Anna Maria Günther von Laubenheim a. Rh. wird zur Befriedigung der Nachlaßgläubiger auf Antrag des Erben gemäß § 1991 BGB. die Nachlaßver-

waltung angeordnet. Zum Nachlaßverwalter wird Karl Martin, Stadtoberinspektor a. D. in Laubenheim a. Rh., Bleichstraße 3, bestellt. (3136)

Mainz, den 7. November 1947.

Das Amtsgericht.

Bad. Amtsgericht II Lahr/Schwarzw.

3 N 1/47. — Ueber den Nachlaß des Eduard Rousselet, Kaufmann, verstorben am 6. 5. 1943 in Lahr, wurde heute 16 Uhr, das Konkursverfahren eröffnet. Konkursverwalter ist Rechtsanwalt Aichele in Lahr. Konkursforderungen sind bis zum 10. Dezember 1947 beim Gericht anzumelden. Termin zur Wahl eines Verwalters, eines Gläubigerausschusses, zur Entschleßung über die in § 132 der Konkursordnung bezeichneten Gegenstände — und zur Prüfung der angemeldeten Forderungen am: 22. Dezember 1947, vorm. 10 Uhr, vor dem Amtsgericht Lahr, 3. Stock, Zimmer 41. Wer Gegenstände der Konkursmasse besitzt oder zur Masse etwas schuldet, darf nichts mehr an die Erben des Gemeinschuldners leisten. Der Besitz der Sache und ein Anspruch auf abgesonderte Befriedigung daraus ist dem Konkursverwalter bis zum 10. Dezember 1947 anzuzeigen. (3158)

Lahr/Schwarzwald, den 15. November 1947.

Amtsgericht.

### Veröffentlichungen v. Handelsgesellschaften — Bilanzen

Vereingte Möbelwerke Aktiengesellschaft  
Andernach am Rhein

Der bisherige Vorsitzende des Aufsichtsrates, Herr Carl Engers sen., Andernach, ist durch Tod ausgeschieden. Durch Beschluß des Aufsichtsrates vom 11. 10. 1947 wurde Herr Dr. Max Engers, Andernach, zum Vorsitzenden des Aufsichtsrates gewählt. Dem Aufsichtsrat gehören nunmehr folgende Herren an: Dr. Max Engers, Andernach, Vorsitzender, Dipl.-Kaufmann Karl Buß, Linz am Rhein, stellvert. Vorsitzender, Stadtdirektor Eugen Broel, Törnich Bez. Köln. (3143)

Einladung

Die Abgeordneten der „Terra“-Feuerversicherungsgesellschaft AG. werden hiermit zur ordentlichen Hauptversammlung auf Montag, den 22. Dezember 1947, nachmittags 16 Uhr, in die Geschäftsräume der Gesellschaft, Saarbrücken 3, Karcherstraße 4, eingeladen.

Tagesordnung:

1. Vorlage der Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung für die Geschäftsjahre 1945 und 1946.
2. Bericht des Aufsichtsrates.
3. Genehmigung der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung.
4. Erteilung der Entlastung für Vorstand und Aufsichtsrat.
5. Satzungsänderung.
6. Bestellung des Prüfers. (3124)

Der Vorstand.

Pfälzische Hypothekenbank, Ludwigshafen a. Rh.

Auf Anordnung der zuständigen Feststellungsbehörden wird hiermit der Aufruf nachbezeichnete Pfandbriefe unserer Bank gemäß § 5 der 7. DVO. zur Kssch. Vo. vom 6. 11. 1943 veranlaßt: 4/8 Prozent Reihe 7 Buchst. D Nr. 2143/46 zu je GM 500,—

Reihe 8 Buchst. D Nr. 4327 zu GM. 500,—

Reihe 8 Buchst. E Nr. 9386 zu GM 1000,—

Reihe 13 Buchst. B Nr. 425 zu GM. 100,—

Reihe 14 Buchst. E Nr. 3558, 3746 zu je GM 1 000,—

Reihe 17 Buchst. F Nr. 3049 zu GM 2000,—

Reihe 19 Buchst. D Nr. 2585 zu GM 500,—

Reihe 19 Buchst. E Nr. 4703 zu GM 1000,—

Reihe 23 Buchst. B Nr. 469 zu GM 100,—

Reihe 26 Buchst. D Nr. 2292 zu GM 500,—

Reihe 27 Buchst. D Nr. 2251 zu GM 500,—

4/7 Prozent Reihe 11 Buchst. E Nr. 4085/86 zu je GM 1000,—

4/4½ Prozent Reihe 34 Buchst. B Nr. 25830 zu RM 100,—

Reihe 34 Buchst. C Nr. 57366 zu RM 200,—  
werden diese Pfandbriefe binnen einer Frist von 3 Monaten, vom Zeitpunkt der Ausschreibung ab, unserer Bank nicht vorgelegt, so erhält jeweils der Geschädigte von uns eine Ersatzurkunde. Mit der Ausstellung der Ersatzurkunde wird das aufgerufene Wertpapier kraftlos. (3145)

Ludwigshafen a. Rh., den 15. November 1947.

Pfälzische Hypothekenbank.

Aktien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke  
(Société Anonyme des Forges et Aciéries de Dilling)

Die Aktionäre unserer Gesellschaft werden hierdurch zu der am Samstag, den 6. Dezember 1947, vormittags 11 Uhr, im Herrenhaus zu Dillingen/Saar stattfindenden

ordentlichen Hauptversammlung

mit folgender Tagesordnung ergebend eingeladen:

1. Bericht des Vorstandes und des Aufsichtsrates an die Hauptversammlung über das Rumpfgeschäftsjahr 1946.
2. Entlastung des Vorstandes und des Aufsichtsrates.
3. Wahl eines Aufsichtsratsmitgliedes.
4. Wahl eines Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr 1947/48.
5. Festsetzung des Wertes der Aktien.
6. Verschiedenes.

Die Aktionäre mit deutscher Staatsangehörigkeit werden auf Grund der Verfügung Nr. 83 des Administrateur Général vom 21. August 1946 in der Hauptversammlung durch den Zwangsverwalter Herrn Charrier vertreten.

Dillingen/Saar, den 15. November 1947.

Aktien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke  
(Société Anonyme des Forges et Aciéries de Dilling)

Joseph Roederer, Jean Mesqui, Paul Desfossez. (3155)

Spinnererei und Zwirnererei Ramie, Aktiengesellschaft  
Emmendingen/Baden

(frühere Firmenbezeichnung: „Erste deutsche Ramie-Gesellschaft Emmendingen“)

Die Aktionäre werden zu der am Dienstag den 16. Dezember 1947, vormittags 11 Uhr, in den Geschäftsräumen der Gesellschaft in Emmendingen stattfindenden

ordentlichen Hauptversammlung

eingeladen.

Tagesordnung:

1. Vorlage des Geschäftsberichtes des Vorstandes und des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 1946, mit dem Bericht des Aufsichtsrates.
2. Beschlußfassung über das Jahresergebnis.
3. Beschlußfassung über die Entlastung des Vorstandes und des Aufsichtsrates für das Geschäftsjahr 1946.
4. Wahl des Abschlußprüfers für das Geschäftsjahr 1947.

Diejenigen Aktionäre, die an der Hauptversammlung teilzunehmen beabsichtigen, müssen ihre Aktien oder die Hinterlegungsscheine gemäß § 7 der Satzung, spätestens drei Tage vor der Hauptversammlung hinterlegen. (3159)

Emmendingen, den 20. November 1947.

Der Vorstand.

## C. S. Schmidt Drahtwerke Akt.-Ges., Niederlahnstein

### Bilanz per 31. Dezember 1946

Aktiva					Passiva
<b>I. Anlagevermögen</b>			<b>I. Grundkapital</b>		
1. Bebaute Grundstücke			1300 Stammaktien nom. RM 1000,—	1 300 000,—	
a) Wohngebäude			20 Vorzugsaktien nom. RM 1000,—	20 000,—	1 400 000,—
Bestand 1. 1. 1946	50 555,—		mit je 36fachem Stimmrecht		
Zugang	21 000,—		<b>II. Rücklagen</b>		
Abs. f. Abn.	78 555,—		1. Gesetzliche Rücklage	100 000,—	
Bestand 31. 12. 1946	1 620,—	78 927,—	2. Andere Rücklagen	47 442,32	147 442,32
aa) Hauszinssteuer-Abgelt.-Konto Wohngebäude			<b>IIIa. Rückstellungen</b>		
Bestand 1. 1. 1946	14 070,—		1. Debitoren	95 670,—	
Abs. f. Abn.	2 010,—		2. Wiederbeschaffung requiriert. Maschinen	60 014,74	
Bestand 31. 12. 1946		12 060,—	3. Sonstige	31 957,89	187 642,63
b) Fabrikgebäude			<b>IIIb. Rückstellungen f. Fliegenschäden</b>		821 985,92
Bestand 1. 1. 1946	143 249,—		<b>IV. Verbindlichkeiten</b>		
Zugang	75 000,—		1. Anzahlungen von Kunden	19 670,76	
Abs. f. Abn.	218 249,—		2. Verbindlichkeiten auf Grund v. Warenlieferungen	77 534,84	126 860,06
Bestand 31. 12. 1946	11 496,—	206 753,—	3. Sonstige Verbindlichkeiten	29 654,48	15 361,81
bb) Hauszinssteuer-Abgelt.-Konto Fabrikgebäude			<b>V. Posten der Rechnungsabgrenzung</b>		165 073,63
Bestand 1. 1. 1946	13 440,—		<b>VI. Reingewinn in 1946:</b>		
Abs. f. Abn.	1 920,—		Aval- u. Bürgschaften	RM 18 742,80	
Bestand 31. 12. 1946		11 520,—			
2. Unbebaute Grundstücke	246 135,88	246 135,88			
Bestand 1. 1. 1946					
keine Veränderung					
Bestand 31. 12. 1946		246 135,88			
3. Maschinen					
Bestand 1. 1. 1946	52 975,—				
Zugang	13 270,—				
Abgang	66 245,—				
Abs. f. Abn.	32 465,—				
Bestand 31. 12. 1946	33 780,—	18 175,—			
4. Bahnanlage					
Bestand 1. 1. 1946	1,—				
keine Veränderung					
Bestand 31. 12. 1946		1,—			
5. Langlebige Wirtschaftsgüter					
Bestand 1. 1. 1946	1,—				
Zugang	4 790,—				
Abs. f. Abn.	4 791,—				
Bestand 31. 12. 1946	4 790,—				
6. Kurzlebige Wirtschaftsgüter					
Bestand 1. 1. 1946	1,—				
Zugang	5 019,50				
Abs. f. Abn.	5 020,50				
Bestand 31. 12. 1946	5 019,50				
7. Werkzeuge					
Bestand 1. 1. 1946	3,—				
Zugang	1 059,30				
Abs. f. Abn.	1 162,30				
Bestand 31. 12. 1946	1 059,—				
<b>Anlagevermögen:</b>		<b>571 576,88</b>			
<b>II. Umlaufvermögen</b>					
1. Roh-, Hilfs- und Betriebsstoffe	178 066,—				
2. Halbfertige Erzeugnisse	8 049,54	246 150,—			
3. Fertige Erzeugnisse, Waren	60 034,46	27 239,58			
4. Wertpapiere		7 311,70			
5. Eigene Anzahlungen					
6. Forderungen auf Grund von Warenlieferungen		313 107,93			
7. Schecks		2 076,79			
8. Kasse (einschl. Reichsbank und Postscheck)		45 935,76			
9. Banken		339 453,70			
10. Sonstige Forderungen		73 427,61			
11. Forderungen an das Reich		821 985,92			
<b>III. Posten der Rechnungsabgrenzung</b>		5 548,19			
<b>IV. Verlustvortrag</b>		410 552,25			
		<b>2 864 366,39</b>			<b>2 864 366,39</b>

### Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 1946

Soll					Haben
1. Löhne und Gehälter		RM 464 087,07	1. Rohüberschuß		1 650 848,70
2. Soziale Abgaben:			2. Außerordentliche Erlöse		108 872,24
Gesetzliche	RM 46 563,42		3. Verlustvortrag		410 552,25
Freiwillige	RM 68 510,80				
3. Absetzung für Abnutzung		115 074,22			
4. Rückstellung für Fliegenschäden		43 567,80			
5. Zinsen		371 985,92			
6a. Besitzsteuern		2 993,50			
6b. Sonstige Steuern		66 235,—			
7. Beiträge zu Berufsvertretungen		61 859,35			
8. Außerordentliche Aufwendungen		834,50			
9. Alle übrigen Aufwendungen		50 298,34			
10. Verlustvortrag		617 611,61			
11. Reingewinn in 1946		410 552,25			
		<b>165 073,63</b>			
		<b>2 370 273,19</b>			<b>2 370 273,19</b>

Nach dem abschließenden Ergebnis unserer pflichtmäßigen Prüfung auf Grund der Bücher und der Schriften der Gesellschaft sowie der uns vom Treuhänder und der Geschäftsführung erteilten Aufklärungen und Nachweise entsprechen die Buchführung und der Jahresabschluß den gesetzlichen Vorschriften mit der Einschränkung, daß die Wertansätze der Forderungen an das Reich und der Wertpapiere z. Z. nicht beurteilt werden können.

Köln, den 5. Mai 1947.

Josef Fuchs / Albert Fuchs  
Wirtschaftsprüfer  
gez.: Albert Fuchs

Niederlahnstein, den 31. Oktober 1947.

C. S. Schmidt Drahtwerke Akt.-Ges.  
Der Treuhänder: Wilhelm Fritz.

DAS DER VERKÄUFER

Empf. 3. 11. 1947



## Sanatorium Nassau Aktiengesellschaft

Aktiva	Bilanz am 31. Dezember 1946		Passiva
<b>Anlagevermögen</b>	RM.		RM.
Bebaute Grundstücke m. Geschäfts- u. Wohngeb.	41 950,10		Grundkapital . . . . .
Unbebaute Grundstücke . . . . .	4 974,80		Gesetzliche Rücklage . . . . .
Hauszinssteuer-Abgeltung . . . . .	919,—		Freie Rücklage . . . . .
Maschinen . . . . .	2 500,—		Rücklage für Reparaturen . . . . .
Klär- und Brunnenanlage . . . . .	6 670,—		Rücklage für Wiederbeschaffung . . . . .
			1 001 013,18
<b>Umlaufvermögen</b>			<b>Verbindlichkeiten:</b>
Wertpapiere . . . . .	20,—		Hypothek . . . . .
Eigene Aktie nom. RM. 200.— . . . . .	40,—		aus Lieferungen und Leistungen . . . . .
Hypothek . . . . .	2 000,—		nicht abgehobene Dividende . . . . .
Anzahlungen an Lieferanten . . . . .	132,15		
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen . . . . .	4 253,—		
Forderungen an das Reich . . . . .	1 191 868,39		
Kasse . . . . .	1 025,71		
Postscheck . . . . .	54,31		
Bankguthaben . . . . .	203 101,72		
Verlust 1946 . . . . .	40 717,29		
Gewinn-Vortrag 1945 . . . . .	8 311,39		
Verlust-Vortrag . . . . .	32 405,90		
	1 491 915,08		1 491 915,08

Aufwand	Gewinn- und Verlustrechnung für das Jahr 1946		Ertrag
	RM.		RM.
Löhne und Gehälter . . . . .	20 070,09		Gewinn-Vortrag . . . . .
Soziale Abgaben . . . . .	1 896,27		Ausweisungspflichtiger Rohüberschuß . . . . .
Zinsen . . . . .	245,50		Außerordentlicher Ertrag . . . . .
Steuern vom Einkommen, Ertrag und Vermögen . . . . .	7 380,—		Verlust 1946 . . . . .
Sonstige Steuern . . . . .	835,20		
Beitrag an Berufsvertretung . . . . .	9,46		
Ubrige Aufwendungen . . . . .	15 428,13		
Gewinn-Vortrag . . . . .	8 311,39		
	54 176,04		54 176,04

Nach dem abschließenden Ergebnis meiner pflichtmäßigen Prüfung auf Grund der Bücher und der Schriften der Gesellschaft sowie der vom Vorstand erteilten Aufklärungen und Nachweise entsprechen die Buchführung, der Jahresabschluß und der Geschäftsbericht, soweit er den Jahresabschluß erläutert, den gesetzlichen Vorschriften. Wertansätze, soweit sie durch den Kriegsausgang beeinflußt sind, können nicht endgültig beurteilt werden.

Düsseldorf, den 24. Februar 1947.

F. Künster, Wirtschaftsprüfer.

(3068

Aufsichtsrat: Landrat a. D. Bernhard Hasenclever, Nassau/Lahn, Vorsitz; Albrecht Graf von Kanitz, Schloß Capenberg b. Lünen, stellv. Vorsitz; Amtsgerichtsrat Kurt von Eck, Bad-Godesberg.

Vorstand: Dr. jur. Fritz Schneider, Essen.

Nassau/Lahn, den 29. Juli 1947.

Der Vorstand der Sanatorium Nassau Aktiengesellschaft  
Dr. Fritz Schneider.

Imprimerie Nationale 122/47 — J. 2046 (RH)

BAD. GEB. VERS. ANS.  
Eing. 24. NOV. 1947